



## Les Conseils régionaux sont-ils vraiment responsables de la politique de formation professionnelle des demandeurs d'emploi ?

Les organisations syndicales **CGT, CFDT, Force Ouvrière, SUD Solidaires, CFE-CGC et CFTC** de l'AFPA mettent en cause la responsabilité des Régions car ce sont elles qui ont, aujourd'hui, la compétence en matière de formation professionnelle.

Les organisations syndicales de l'AFPA les interpellent face aux places inoccupées sur les plateaux techniques des centres de l'AFPA mais plus globalement aussi parce qu'il y a aujourd'hui 2 fois moins de demandeurs d'emploi qui accèdent à la formation professionnelle qualifiante qu'il y a 7 ans, faute de volonté **d'investir dans l'acquisition de compétences professionnelles et de métiers**. C'est pourtant une réponse efficace face au chômage.

L'argutie de la supposée non légalité de tel ou tel mode de financement relève du chichailla. Ce qui est en cause, c'est **se donner les moyens de mobiliser des outils efficaces qui font de l'intérêt général une priorité** bien avant les considérations comptables ou le service de dividendes aux actionnaires. Aux Pouvoirs publics de donner les moyens aux organismes de formation du Service public pour assumer efficacement leurs missions ! Il y a des économies qui sont très coûteuses, tout comme ne rien faire coûte souvent beaucoup plus cher !

Les organisations syndicales de l'AFPA en appellent donc à une **mobilisation nationale pour développer la formation professionnelle qualifiante** sous la forme d'un plan d'urgence et d'envergure organisant l'investissement dans la formation professionnelle des femmes et des hommes du Pays.

**Que chacun assume ses responsabilités ! Les salarié-e-s de l'AFPA sont quant à eux prêts à relever tout défi les mobilisant sur leurs métiers aux services des actifs en emploi ou privés d'emploi.** Ils ne supportent plus de voir les postes de travail sur les plateaux techniques inoccupés faute de financement. Ils ne comprennent pas davantage que les activités administratives prennent le pas sur l'acte pédagogique au nom des justificatifs et des livrables contractuels. Ils s'indignent que l'acte pédagogique et leur engagement personnel soient considérés comme une marchandise, quand ils peuvent apprécier l'efficacité de leur travail au service de leurs **concitoyens qui se réinsèrent et s'émancipent par les compétences et le métier acquis à l'AFPA.**

**Il est grand temps d'engager une politique volontariste au service des citoyens.** Ce qui manque le plus aujourd'hui, c'est l'ambition de réussir et le courage de répondre aux besoins réels de la Nation. **Garantir l'accès républicain de tous les citoyens sur tout le territoire à la formation professionnelle reste une obligation de l'Etat !**

Les Françaises et les Français en ont assez de ces élus et de ces politiques qui organisent leur impuissance.